

alternatives sud

État des luttes Moyen-Orient et Afrique du Nord

Points de vue du Sud



TRIMESTRIEL, 4^e TR. 2018

Alternatives Sud

Fondateur

François Houtart

Rédaction et administration

Jacques Bastin, Enrique Cueto, Laurent Delcourt, Christophe Douxchamps,
Bernard Duterme (directeur), Liliane Kabugubugu,
Aurélié Leroy, Cédric Leterme, Carlos Mendoza,
François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbecq
Centre Tricontinental-Cetri
Avenue Sainte Gertrude, 5
B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. : 32 (0) 10-48-95-60 / Fax. : 32 (0) 10-48-95-69
duterme@cetri.be / cetri@cetri.be / www.cetri.be

Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borrás (Philippines), Suzy Castor (Haïti),
Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard Gentle
(Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado (Guatemala),
Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander (Venezuela),
Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Emir Sader (Brésil),
Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa (Argentine), Mahaman Tidjani Alou (Niger),
Antonio Tujan (Philippines)

Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

Illustration de couverture

Mohamed Tayeb, Syrie

Alternatives Sud

Volume 25-2018 / 4

**État des luttes
Moyen-Orient et Afrique du Nord**

Abonnement annuel à *Alternatives Sud*

4 numéros : 50 euros

- Par virement au compte du Centre tricontinental :
IBAN BE23 0001 3060 0291 – BIC = BPOTBEB1
 - Par carte de crédit, via cetri@cetri.be, +32 10 489560 ou sur www.cetri.be.
-

© 2018, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse
ISBN : 978-2-84950-716-2

Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles
F-75020 Paris (France)
edition@syllepse.net

Centre Tricontinental
Avenue Sainte Gertrude 5
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)
cetri@cetri.be

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,
Avenue Sainte Gertrude 5,
B-1348, Louvain-la-Neuve

Sommaire

Éditorial

7. Moyen-Orient et Afrique du Nord : l'automne de la révolution ?
Frédéric Thomas

Moyen-Orient

19. Arabie saoudite : changements sociaux au regard de la « Vision 2030 »
Ahmed Saad G. Alowfi et Faisal Abdullah Abualhassan
27. Irak : entre militarisation et mobilisation sociale
Zahra Ali
35. Iran : néolibéralisme, organisation des travailleurs et mobilisation populaire
Tara Povey
43. Jordanie : soulèvement contre le néolibéralisme
Sara Ababneh
51. Koweït : coalitions inédites et durcissement de la répression
Alex Boodrookas
59. Liban : mouvements sociaux et logiques confessionnelles
Entretien avec Nicolas Dot-Pouillard
67. Palestine : dynamiques citoyennes sous l'occupation
Ibrahim Natil
73. Rojava : un espoir démocratique dans le chaos ensanglanté ?
Gulistan Özer
81. Syrie : un pays en feu
Leila Al-Shami
91. Turquie : nouveaux « sujets » de luttes et politiques de guerre
Buket Turkmen
99. Yémen : État disloqué, société fragmentée, avenir incertain
François Frison-Roche

Afrique du Nord

109. Algérie : résistances et contre-résistances
Yahia H. Zoubir et Louisa Dris-Aït Hamadouche
117. Égypte : clôture de l'espace politique et social
Sarah Ben Néfissa
125. Libye : une transition bloquée
Moncef Djaziri

133. Maroc : le réveil social

Chawqui Lofti

141. Tunisie : une transition sans rupture

Khadija Mohsen-Finan

Analyses transversales

151. Moyen-Orient : la régionalisation des conflits

Ozcan Yilmaz

159. Moyen-Orient : des mobilisations sociales face aux menaces
environnementales ?

Jonathan Piron

167. Genre et transformations sociopolitiques dans le monde arabe
depuis 2010

Nicola Pratt

175. Index

177. Listes des Alternatives Sud parus

Éditorial

Moyen-Orient et Afrique du Nord : l'automne de la révolution ?

Frédéric Thomas¹

**Le « printemps arabe » est-il définitivement enter-
ré ? Le faible bilan, en termes de changements,
tient à la nature même des mobilisations, aux obs-
tacles qu'elles ont rencontrés et à l'instrumentali-
sation des États en place. Pour autant, il y a bien
un avant et un après 2011, qui se donne notam-
ment à voir dans la permanence, l'intensité et la
diversité des luttes sociales en cours.**

En 2010-2011, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord étaient secoués par des mouvements sociaux de grande ampleur. Les rues résonnaient des cris « *Irhal* » (dégage), des gouvernements que l'on croyait, la veille encore, solidement ancrés, tanguaient, voire s'effondraient sous la pression. Et volaient en éclat – du moins pour une saison – les stéréotypes sur l'immobilisme des sociétés « arabo-musulmanes ». Huit ans plus tard, que reste-t-il du « printemps arabe » ? Comment expliquer que ces soulèvements, que cette soif de bouleversement se soit si vite tarie, semblant rattrapée par le statu quo ou, pire, par la contre-révolution ?

La guerre en Syrie et au Yémen, les conflits armés, sous une forme plus ou moins larvée, sous couvert ou non de lutte antiterroriste, en Libye et en Irak, en Palestine et au Liban, les menaces belliqueuses autour du Qatar, les tensions, qui traversent toute la région, dominant. Au point que les conséquences des insurrections

1. Docteur en sciences politiques, chargé d'étude au CETRI-Centre tricontinental (www.cetri.be).

de 2010-2011 – ou, plus exactement, un montage partiel et partiel de celles-ci – ont éclipsé leurs causes (Khanfar, 2017). D'où la nécessité de revenir sur celles-ci, en analysant les dynamiques de ces révolutions et transitions, en cernant au plus près les narrations (et leurs enjeux) à l'œuvre, en éclairant les paradoxes et contradictions, et en adoptant un regard attaché aux mutations par le bas. C'est l'objectif des contributions réunies dans cet *Alternatives Sud*.

Entre narrations et instrumentalisations

Comme le rappelle à bon escient Asef Bayat (2017), chaque révolution nourrit en son sein sa contre-révolution. La question est donc moins le tournant contre-révolutionnaire en soi que les raisons pour lesquelles il s'est effectué de manière si rapide et hégémonique. Pourquoi des partis religieux qui n'avaient pris qu'une faible part dans les manifestations en Tunisie et en Égypte, deux pays emblématiques, sont-ils arrivés au pouvoir au cours des premières consultations électorales post « printemps arabes » ? Comment expliquer le fossé entre les mobilisations de masse d'une part, et la permanence des élites au pouvoir et de leurs politiques, de l'autre ? Cette région du monde serait-elle condamnée au (faux) dilemme de l'autoritarisme ou de l'insécurité ?

La tentation est alors de recourir à une explication policière : ces révolutions sont le fruit de manipulations étrangères ou de l'« État profond » (les appareils policiers et les services secrets internes). Les ressources pétrolières, la présence d'Israël, la géopolitique font certes de cette région un centre de confrontation et de collision d'intérêts et de politiques extérieures, mais sans jamais s'y réduire.

Une telle lecture revient tout à la fois à nier la possibilité même de l'événement, à faire des peuples les simples jouets d'un pouvoir dont la puissance est surestimée, et à délégitimer l'élan insurrectionnel. En cela, cette approche converge avec l'explication essentialiste ou culturaliste, qui voit dans la nature du « monde arabo-musulman » l'échec ou l'impossibilité de tout changement émancipateur. Autant de variantes d'un discours disciplinaire, basé sur la négation des voix indigènes et subalternes (Al-Shami, dans ces pages).

Ce discours permet en outre d'évacuer à bon compte l'échec des politiques mises en œuvre, la responsabilité des États en place, les rapports internationaux auxquels ils participent et, plus globalement, la question du pouvoir. On en oublie les déplorables conditions de vie auxquelles la triple revendication de « pain, liberté,

justice sociale » des manifestations de 2010-2011 entendait mettre fin.

La région détient ainsi le double record des inégalités et du chômage les plus élevés dans le monde. Entre 21 et 25 % des jeunes sont sans-emploi. La jeunesse (30 % de la population ont moins de 14 ans) constitue dès lors une bombe à retardement (Banque mondiale, 2013). Quant à la corruption, endémique, elle renvoie moins à des cas individuels qu'aux politiques néolibérales et aux inégalités qui structurent les pouvoirs en place.

Entre 1990 et 2016, le 1 % le plus riche concentrait 30 % des richesses, alors que les 50 % les plus pauvres détenaient entre 5 et 10 % de celles-ci. En 2012-2013, au Qatar, au Koweït et au Liban, le 1 % de la population le plus riche accumulait plus du double des ressources que les 50 % les plus pauvres (Alvaredo, Assouad et Piketty, 2018). Dans le même temps, en Tunisie, 70 personnes contrôlaient 20 % des ressources nationales (Bayat, 2017)...

Le prisme du religieux pour rendre compte de la situation est tout aussi réducteur. Mettre en avant les guerres confessionnelles, la rivalité sunnite-chiite, le sectarisme et le terrorisme islamique(s), présentés comme autant de phénomènes inhérents à cette région, contribue à faire l'impasse sur l'histoire, à figer les rapports sociaux dans une lecture identitaire, et à neutraliser les reconfigurations à l'œuvre.

De plus, la montée en puissance, bien réelle, de mobilisations identitaires et des fondamentalismes religieux au lendemain du « printemps arabe » (Ben Néfissa, 2018) fait triplement écran : au « tournant réactionnaire » mondial auxquelles elles participent amplement (Delcourt, 2008) ; à leur posture réactive face aux mutations en cours au sein de ces sociétés ; et à leur instrumentalisation.

Le fondamentalisme religieux, à la fois comme clé de lecture et comme phénomène social, est en réalité relativement récent. Il est le fruit, la mesure et la cause d'une disqualification des mouvements révolutionnaires et de l'échec des nationalismes arabes. Or, cette double déroute est étroitement liée, au tournant des années 1980, au contexte : mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel et des politiques néolibérales, invasion soviétique de l'Afghanistan, révolution iranienne, guerre du Liban, salafisme wahhabite diffusé depuis l'Arabie saoudite, etc. « *La domination de l'islam comme cadre de référence* » (Ben Néfissa, 2018) consacre

de la sorte le travail de dépolitisation en cours ; travail auquel les régimes autoritaires ont, eux-mêmes, largement contribué.

Loin d'être seulement la conséquence ou la réponse à l'impérialisme – occidental, en général, nord-américain, en particulier – et à l'occupation de la Palestine, ce « réveil » religieux est aussi la marque d'un refus de la corruption des États et la volonté de moraliser la société. Par ailleurs, il ne faut pas minimiser le caractère fonctionnel de ces mobilisations identitaires. Elles représentent le dernier maillon de réseaux de soutien et d'accès aux services et à la protection, par le biais ou non de l'État, pour des populations toujours plus insécurisées.

La désagrégation des services publics – fussent-ils précaires et de mauvaise qualité – au fur et à mesure de l'implantation des politiques néolibérales et de la crise du « *pacte social autoritaire* » (Ben Néfissa, 2018), qui constituait leur socle, a entraîné la « *fragmentation de l'État selon des lignes confessionnelles, ethniques, et même tribales* » (Carnegie Endowment for International Peace, 2017), catalysant la mobilisation des identités pour accéder à l'État et à ses ressources matérielles et symboliques.

Par ailleurs, ces mêmes États, tendant à devenir l'instrument d'une étroite clique (Khanfar, 2017), n'ont cessé de manipuler et d'exploiter les référents identitaires et religieux pour couvrir leur impopularité, et asseoir leur suprématie. L'adage « Diviser pour mieux régner » est ici respecté à la lettre. Tout en se présentant comme le garant de l'unité nationale, ils mettent en scène une « *logique de la peur* » (Dot-Pouillard, dans ce numéro). Et achètent la paix sociale grâce aux dividendes de la rente.

Si cette stratégie permet, au niveau international, de placer ces États du « bon côté » de la lutte antiterroriste – quitte, en sous-main, à financer des groupes terroristes –, et au niveau national, de jouer sur le sentiment d'insécurité, elle est minée à terme par les limites intrinsèques de ces économies, basées sur la surexploitation de quelques ressources (pétrole, minerais, tourisme), et très dépendantes des importations alimentaires, comme la crise de 2008 l'a encore démontré. Qui plus est, ce mode opératoire n'a de cesse d'entretenir, voire d'exacerber les tensions et divisions communautaires.

La stratégie développée par le gouvernement algérien pour diviser les mouvements sociaux, telle qu'elle est mise en lumière dans ces pages par Dris-Aït Hamadouche Louisa et Zoubir Yahia, est,

toutes proportions gardées, commune à toute la région. « *L'équation est simple : plus ces mouvements seront ethnicisés, confessionnalisés, communautarisés ou régionalisés et moins ils seront politisés. Moins ils seront politisés, plus ils seront étouffés par la redistribution de la rente.* »

Loin d'être homogène, réduite à son identité musulmane, la région est traversée en réalité de tensions et de conflits : entre Israël et la Palestine ; entre l'Iran et l'Arabie saoudite ; entre le Qatar, l'Iran et la Turquie, d'un côté, et les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, de l'autre ; entre les Kurdes et les États dont ils sont citoyens, etc. Si ces divisions témoignent entre autres d'une redistribution des pouvoirs et de l'émergence d'un axe États-Unis-Israël-Arabie saoudite (Curtis, 2018), elles ne renvoient pas originellement à des questions confessionnelles ou à un prétendu clivage sunnite-chiite. D'ailleurs, la « question iranienne » a tout autant à voir avec les aspirations nucléaires de l'Iran qu'avec sa politique régionale (Khanfar, 2017).

Il n'en reste pas moins, selon Yilmaz dans cet ouvrage, que la régionalisation des conflits armés en cours « *a contribué à intensifier la rivalité entre ces États et à mobiliser les références religieuses* ». Il y a toujours eu du *jeu* – une relative élasticité – dans la mobilisation des références nationalistes, politiques et religieuses, ainsi que dans leur articulation ; en fonction du contexte, du public et de leur efficacité. C'est donc surtout cette triple détermination qui explique que, ces dernières années, le religieux soit devenu le langage dominant.

Outre le fait qu'elle est liée à des pratiques qui contribuent largement à disloquer les États et à déchirer le tissu social déjà fragile de ces pays, cette narration porte en elle sa propre performativité. C'est évident dans la guerre civile en Syrie où l'instrumentalisation et les manipulations du régime ont réussi à donner au conflit un caractère religieux qu'il n'avait pas (ou faiblement) à l'origine.

Comme l'affirment dès lors Hashemi et Postel (2017), le problème est certainement moins celui d'un esprit sectaire que d'une « *sectarianization* », impliquant une mobilisation délibérée et calculée de groupes sociaux et religieux autour de marqueurs identitaires, en vue d'objectifs politiques de conquête ou de maintien du pouvoir. Cette narration « *devient une prophétie auto-réalisatrice* ». Or, il est beaucoup plus facile de faire sortir le (mauvais) génie de la bouteille que de l'y faire rentrer à nouveau...

Forces et luttes sociales

Si, comme partout ailleurs, les sociétés de la région sont divisées, ces divisions sont, comme toujours, prises dans des rapports sociaux de classe, de « race » et de genre, qui renvoient à des visions, intérêts et pouvoirs différents, au cœur des luttes sociales, dont les articles réunis ici donnent à voir la dynamique et la pluralité. Non seulement celles qui, ces dernières années, du Rif marocain à l'Iran, de Bassora à Amman, en passant par la Palestine, ont explosé au grand jour, mais aussi celles qui couvent sous la cendre.

Que ces luttes soient fragiles et mouvantes, divisées et instrumentalisées – comment ne le seraient-elles pas ? Où sont-elles unies et intouchables ? – n'invalident pas *a priori* leur légitimité. Encore moins leur réalité. Arrêtons-nous un instant sur deux de ces forces sociales – les travailleurs migrants et les organisations de femmes –, qui illustrent, dans le même temps, la réalité des luttes, leurs clivages et les tentatives de convergences.

Selon la Confédération syndicale internationale (CSI), il y aurait plus de 2,4 millions de travailleurs domestiques asiatiques et africains dans les pays du Golfe et du Proche-Orient. Plutôt que de mettre fin à la *kafala* – le système, qui s'apparente au travail forcé, en charge de la gestion de ces travailleurs –, les régimes se centrent sur une politique de communication et de relations publiques et sur des réformes cosmétiques (Diop, Johnston et Trung, 2018). Les cas de meurtres, d'agressions publiques ou de violences sexuelles qui ont défrayé la chronique au Koweït et au Liban en 2018 ne constituent que la pointe de l'iceberg d'un phénomène de masse, qui encourage des clichés en fonction de la nationalité (Tayah, 2017), et révèle un racisme aussi généralisé qu'occulté. Heureusement, ces dernières années, des organisations de travailleurs domestiques émergent et se mobilisent, et des alliances avec les syndicats locaux se constituent.

La présence féminine, particulièrement visible, dans les rassemblements de 2010-2011 a surpris, tant l'image stéréotypée qui en était véhiculée – en Occident comme dans la région – était celle de son absence, sinon de son impuissance. Malgré la répression et les défaites, les mouvements de femmes sont arrivés à renégocier les « *frontières entre le public et le privé dans la perspective d'un nouvel ordre politique, qu'il soit islamiste ou laïque, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire* », et à faire de la violence sexiste une question politique (Pratt, dans ce numéro).

Cela n'empêche pas (comme à chaque fois) que le corps et la place des femmes soient l'enjeu de logiques disciplinaires de contrôle. L'accentuation et la reconfiguration des divisions entre organisations de femmes, orchestrées par les régimes tunisien et égyptien, prétendus « défenseurs des droits des femmes », relèvent davantage d'un paternalisme d'État et d'une instrumentalisation du genre, afin de détourner l'attention et d'asseoir leur autorité (Leroy, 2018).

Révolutions sans révolutionnaires ?

L'intérêt du livre de Bayat, *Révolution sans révolutionnaires*, est de prendre au sérieux les mobilisations de 2010-2011, tout en n'esquissant pas leur destinée paradoxale. Il avance le concept de « révolutions », soit un mélange complexe et contradictoire de réformes et de révolution. Et de montrer que se centrer sur ces événements en termes de mobilisations revient à passer à côté de ces manifestations en termes de changements ; c'est justement la conjonction décalée des deux – mouvements de masses révolutionnaires, mais dotés d'une vision et d'une stratégie de changements réformistes – qui fait leur spécificité. Et leur limite. La transition s'est faite sans les acteurs de ces manifestations ; avec et au profit des forces politiques déjà instituées.

Non seulement le pouvoir de la rue est resté déconnecté de la transformation des institutions, mais son caractère éphémère fut dans le même temps sa force et sa faiblesse. Ces luttes extraordinaires étaient dissociées de la vie quotidienne et du temps ordinaire. Ses acteurs, qui n'étaient pas liés aux organisations traditionnelles de l'opposition (notamment les partis de gauche et les Frères musulmans), craignaient ou rejetaient programmes, stratégies et « grands récits » ; autant d'instruments qui entraîneraient une institutionnalisation du mouvement, et par-là même le détourneraient de sa spontanéité, de son horizontalité et de sa radicalité.

L'incapacité à expérimenter des voies nouvelles à l'institutionnalisation, qui ne prennent pas la forme de celles des partis politiques, a laissé une place vacante ; place rapidement réinvestie par les acteurs politiques traditionnels et les élites. Et ce d'autant plus que les mouvements n'osèrent pas explicitement remettre en cause l'État et les politiques néolibérales ; encore moins le capitalisme. Dès lors, comme le synthétise Bayat, la situation actuelle est le fruit de la conjonction du radicalisme des subalternes, du réformisme de la

classe politique et du sabotage de la contre-révolution. Soit, comme le diagnostique plus poétiquement Kmar (2018) pour la Tunisie : « *La revanche du temps long.* »

Révolution sans révolutionnaires pointe également du doigt ce que la plupart des articles de ce volume mettent en évidence : la double centralité des enjeux socio-environnementaux et de l'accès aux services sociaux. La question du ramassage et de la gestion des déchets – à l'origine de mouvements sociaux d'importance en Égypte et au Liban (Kassir, 2017) –, de l'accès à l'eau potable et à l'électricité recoupe les revendications « classiques » de l'emploi, du logement, de l'éducation et de la santé. Mais elles s'affirment avec plus de force, à la mesure des inégalités, du réchauffement climatique et de l'aggravation des conditions socio-environnementales (Piron, dans ce numéro), de l'évolution d'une population jeune et urbaine, et de l'échec patent de ces États à répondre à ces défis. La justice sociale et économique constitue le terreau commun de la revendication du pain, de la liberté et de la dignité.

Il y a huit ans, mourait par immolation Mohamed Bouazizi. Son suicide – un de plus, un de trop – allait marquer le début des mobilisations en Tunisie et, par extension, du « printemps arabe ». L'analyse critique et désenchantée de ces mouvements en termes de changements ne doit cependant hypothéquer ni la brèche émancipatrice de l'autorité qu'ils ont ouverte ni leurs leçons : aucune solution sans une transformation radicale du *statu quo* (Ghabra, 2018). Surtout, ils ont montré contre la série d'« évidences » néolibérale et autoritaire, essentialiste et complotiste, la créativité et la puissance des classes populaires. Et leur soif intarissable de dignité (*karama* en arabe, *keramat* en persan). La révolution reste une idée neuve.

Bibliographie

- Alvaredo F., Assouad L. et Piketty T. (2018), « Measuring inequality in the Middle East, 1990-2016: The World's most unequal region? », *WID.world Working Paper 2017/15*. Banque mondiale (2013), *Fact Sheet*, www.web.worldbank.org.
- Bayat A. (2017), *Revolution without revolutionaries. Making sense of the Arab spring*, Stanford, Stand University Press.
- Ben Néfissa S. (2018), « Monde arabe : nationalismes, islamismes, djihadismes et crise du politique », *Droites militantes et mobilisations réactionnaires, Alternatives Sud*, 3, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.
- Carnegie Endowment for International Peace (2017), *Arab Fractures. Citizens, States and Social Contracts*, www.carnegieendowment.org.
- CETRI (2009), *État des résistances dans le monde arabe*, Louvain-la-Neuve/Paris, Syllepse/CETRI.

- Curtis R. (2018), « Why Jordanians are protesting », *Washington Post*, 4 juin.
- Delcourt L. (2018), « Dérives réactionnaires et contre-mouvements dans le Sud », *Droites militantes et mobilisations réactionnaires*, *Alternatives Sud*, 3, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.
- Diop B., Johnston T. et Trung Le K. (2018), « Migration policies across the GCC: Challenges in reforming the Kafal », dans Gulf Research Centre Cambridge, *Migration to the Gulf: Policies in Sending and Receiving Countries*, www.gulfmigration.org.
- Ghabra S. (2018), « The Arab world at crossroads: Rebellion, collapse, and reform », 8 mars, www.arabcenterdc.org.
- Hashemi D., Postel D. (dir.) (2017), *Sectarianization: Mapping the New Politics of the Middle East*, New York, Oxford University Press.
- Kassir A. (2017), « ¡Estamos aquí!: Nueva ola de movilizaciones antisectarias en el Líbano », dans Bringel B. et Pleyers G. (dir.), *Protesta e indignación global: Los movimientos sociales en el nuevo orden mundial*, Clasco.
- Khanfar W. (2017), « Democracy is still the answer for Arab world », *The World Today*, février-mars.
- Kmar B (2018), « La liberté, malgré tout... », *Le Monde diplomatique. Manière de voir*, n° 160, août-septembre.
- Leroy A. (2018), « Repolitiser le genre », *De l'usage du genre*, *Alternatives Sud*, 2, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse.
- Tayah M-J. (2017), « Claiming rights under the kafala system », *Open Democracy*, 17 août.

Moyen-Orient

Arabie saoudite : changements sociaux au regard de la « Vision 2030 »¹

Ahmed Saad G. Alowfi et Faisal Abdullah Abualhassan²

Dans la foulée de son accession au pouvoir, Mohammed ben Salmane a lancé un ambitieux programme de réformes baptisé « Vision 2030 ». Ce dernier introduit des ruptures importantes, notamment culturelles, mais il poursuit aussi des objectifs néolibéraux présents depuis les années 1990. Couplé à un nationalisme exacerbé par la guerre au Yémen, il a gagné le soutien d'une partie de la jeunesse libérale et des conservateurs.

Au tournant du siècle, l'État saoudien a subi d'énormes pressions pour engager des réformes. Le choc du 11 septembre, l'augmentation du chômage et la dépendance croissante aux revenus pétroliers ont poussé l'État sur la voie de la libéralisation sociale et économique. À cette époque, les milieux décisionnels saoudiens estimaient déjà que la diversification économique passerait par une réduction des dépenses, par des privatisations, des partenariats public-privé et, depuis 1990 et l'adoption du 5^e Plan de développement, par une ouverture aux capitaux internationaux. Peu après, l'État lança plusieurs initiatives visant à réformer les institutions gouvernementales et à réduire la dépendance économique du pays au pétrole. Ce mouvement s'accéléra encore en 2005 avec l'accession au trône du prince héritier Abdallah.

1. Version réécrite et actualisée d'un article paru dans *Orient XXI* (www.orientxxi.info), 11 juin 2018, sous le titre : « Saudi Arabia, A "Revolution" From Afar ».

2. Tous deux chercheurs au King Faisal Center for Research and Islamic Studies à Riyad, Arabie saoudite.

Grâce au boom pétrolier du début des années 2000, des sommes importantes ont été injectées dans des projets spécifiques, dont la réforme du système judiciaire, de l'éducation et du marché du travail. Tout cela cependant, avec peu de résultats concrets. Les hauts magistrats ont bloqué les réformes judiciaires et une part significative de la politique de restructuration du marché du travail a été tenue en échec. Le cadre juridique destiné à faciliter les investissements étrangers est demeuré fragmenté et les dépenses publiques ont continué d'augmenter afin d'absorber le nombre croissant de diplômés dans le secteur public. Avec l'expansion continue du secteur public et le maintien d'un statu quo, en dépit de la volonté politique d'emprunter la voie néolibérale, l'État s'enlisait dans un immobilisme dangereux.

Toutefois, le changement a suivi un autre rythme dans des segments limités mais actifs de la société. Une multitude d'intellectuels et de militants ont fait progresser le débat public sur les réformes politiques et religieuses (Lacroix, 2004 ; Al-Rasheed, 2016) ; des groupes de jeunes bénévoles ont organisé, hors des circuits gouvernementaux, des activités culturelles et éducatives, tandis que les femmes lançaient des campagnes en ligne pour faire connaître leurs revendications (Alda'iji, 2018). Ces initiatives ont rencontré un large écho dans la population.

La réponse citoyenne aux inondations de Djeddah en 2009, par exemple, a illustré le dynamisme du bénévolat, quasi exclusivement supervisé par de jeunes militants. Sur la toile, plusieurs chaînes YouTube diffusant des programmes sociopolitiques critiques et satiriques sont devenues très populaires dans le pays. Cette vitalité de la société civile a culminé en 2011, au moment où éclatent les révolutions dans le monde arabe. Dans un premier temps, l'État n'apporte aucune réponse coordonnée. Pour contenir le mécontentement social, il manie la carotte et le bâton, mêlant répression sélective et programmes massifs d'aide sociale, à la faveur du boom pétrolier.

Le lancement de Vision 2030

L'accession de Mohammed ben Salmane au trône en janvier 2015 va permettre de remanier en profondeur le programme des réformes. La nouvelle élite politique entourant le prince héritier inaugure un plan de réformes économiques et sociales intitulé « Vision 2030 ». À la différence des tentatives du début des années

